

ON S'ABONNE ?

PARIS, rue du Croissant, 12.
 DÉPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.
 ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.
 ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch Street, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard Street, E. C.
 AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :
 PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50.
 — Le numéro. 15 centimes.
 DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.
 — Le numéro. 20 centimes.
INSERTIONS :
 ANNONCES. 1 fr. 50 la ligne
 Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co
 Place de la Bourse, 8
 ÉTAU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12
 Droit d'insertion réservé à la Rédaction.
 LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

3 0/0	79 95	10/100	10/100
3 0/0 amortiss.	81 70	10/100	10/100
4 1/2 0/0 1883	108 15	10/100	10/100
Cons. anglais	100 7/16	10/100	10/100
Italien	96 10	10/100	10/100
Flor. autric. (or).	87 3/4	10/100	10/100
Esp. Extér. nouv.	56 5/16	10/100	10/100
Egyptien 6 0/0	322 50	10/100	10/100
Ch. Egyptiens	435	10/100	10/100
Turc 4 0/0 (nouv.)	14 15	10/100	10/100
Banque ottomane 500 »	1 25	10/100	10/100

NOTRE NOUVEAU ROMAN

Le 25 novembre courant, nous commencerons la publication d'un nouveau feuilleton, grand roman judiciaire d'un très puissant intérêt dramatique, reposant sur un fait historique qui s'est produit dans l'un de nos départements de l'Ouest :

LE GARS PERRIER

écrit spécialement pour LA PATRIE
 PAR
 M. ROBERT DE LA VILLEHERVÉ

Cette œuvre nouvelle, d'un de nos jeunes écrivains de grand avenir, est divisée en trois parties :

- 1° La Ferme de Belgeard;
- 2° La Forêt de Bourgon;
- 3° A Mayenne.

PARIS, 20 NOVEMBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

INTÉRIEUR

Le président de la République a reçu, ce matin, le capitaine Longbois, qui revient d'une mission au Tchao, et qui était chargé de remettre à M. Grévy une lettre du roi Menelik.

M. de Freycinet a reçu ce matin les députés de la Seine-Inférieure.

LES ÉVÉNEMENTS DE CHINE

Londres, 20 novembre.
 D'après une dépêche de Shanghai, adressée au Standard, les négociations poursuivies à Pékin entre la France et la Chine, pour la conclusion d'un traité de commerce, menaçaient d'être très laborieuses. Le gouvernement chinois serait très mécontent qu'un agent spécial ait été envoyé en Chine, malgré les objections faites à ce sujet.

D'autre part, l'occupation française au Tong-King n'ayant pas été étendue jusqu'à la frontière chinoise, il serait difficile, d'après le correspondant de la feuille anglaise, de faire un traité pour le règlement des relations de commerce entre les possessions françaises au Tong-King et la Chine.

Serbes et Bulgares

Sofia, 20 novembre.
 On mande de Silivritza, le 19 novembre, 7 heures du soir.

« La bataille a recommencé aujourd'hui dès 7 heures du matin. L'armée droite bulgare, descendant du plateau qu'elle avait pris hier, a attaqué un corps ennemi établi en face d'elle, sur trois hauteurs, d'où elle a délogé successivement. Il y a eu sur ce point un combat très meurtrier. »

Pendant que l'action s'engageait de ce côté, le centre bulgare qui occupait les redoutes et les retranchements de Silivritza ouvrait un feu violent contre la ligne serbe établie dans la plaine.

Bientôt deux bataillons et deux batteries descendirent de Silivritza, combattant leur mouvement avec celui de l'armée droite.

Les Serbes ont fait une résistance courageuse, mais vers midi, ils étaient obligés de se replier devant l'attaque vigoureuse des Bulgares.

Le feu a diminué alors d'intensité pour reprendre avec une certaine violence vers une heure. A ce moment, les Serbes étaient repliés vers la gauche des Bulgares et ayant reçu du renfort ont réussi à empêcher les Bulgares de pousser plus loin l'offensive.

Les Serbes occupent actuellement les hauteurs de Yarrowice et d'Ollinde; ils feront demain les plus grands efforts pour conserver ces positions; car si les Bulgares les enlèvent, l'armée serbe sera probablement coupée de la route de Nisch et rejetée sur le Brestuk où l'attendent des forces bulgares.

Cette journée est un succès pour les Bulgares. Les Serbes sont très grands des deux côtés. Les Bulgares ont fait 300 prisonniers.

Une dépêche de Belgrade annonce qu'en raison des échecs essuyés par les Serbes, le roi Milan a transféré son quartier général de Tzaribrod à Piro.

Bucharest, 20 novembre.
 Le bruit court que les Bulgares ont repoussé hier une attaque des Serbes du côté de Widdin.

Belgrade, 20 novembre.
 Avant-hier, les troupes serbes ont attaqué les positions fortifiées de Silivritza et ont été repoussées.

Les mauvais temps ne permettent pas de pouvoir renouveler l'attaque. Les pertes doivent être sensibles, mais le moral des troupes reste bon.

Le président Garascharine est parti cette nuit, par train spécial, pour Nisch,

afin de conférer avec le roi au quartier général.

Ici, tout est calme. La population fête tranquillement aujourd'hui le Saint-Michel.

La reine vient de quitter le palais pour assister au service religieux à la cathédrale.

INFORMATIONS

Les élections législatives complémentaires nécessitées par les options doivent, on le sait, avoir lieu le dimanche 13 décembre prochain.

Or, c'est précisément ce jour-là qui avait été choisi pour les élections consulaires dans le département de la Seine.

Comme il est impossible que les deux scrutins aient lieu en même temps, l'administration reculera l'élection des juges au tribunal de commerce au dimanche suivant 20 décembre.

On peut s'attendre à ce que le choix des six candidats aux sièges laissés vacants dans la Seine par les options de MM. Brisson, Floquet, Georges Perin, Clémenceau, Paul Bert et Henry Maret, donne lieu à de sérieuses difficultés dans les divers groupes radicaux.

Le grand meneur du comité départemental, M. Clémenceau, voudrait encore imposer deux rédacteurs de la Justice, MM. Millerand, conseiller municipal de Paris, et Longuet, ex-membre de la Commune.

Le comité se rebiffe et trouve qu'il y a là un abus.

Notre nouveau consul général à Shanghai, M. Krœtzer, a pris officiellement possession de son poste.

Le service lui a été remis par son prédécesseur intérimaire, M. Collin de Plancy.

Ce dernier est retourné immédiatement à Pékin, où il remplira les fonctions de deuxième secrétaire d'ambassade.

CRISE OCCULTE

M. Brisson manœuvre en ce moment pour éloigner l'époque où il ne pourra plus se dispenser de demander à la Chambre un vote de confiance — qu'elle est toute prête à ne pas lui accorder.

Les républicains de la réunion du Grand Orient lui ayant promis d'aujourd'hui leur soutien capital jusqu'à l'élection du président de la République, il ne songe plus qu'à retarder le Congrès, au lieu d'en rapprocher la date, comme M. Granet avait eu l'étonnante idée de le lui conseiller.

A qui appartient le droit de convoquer le Congrès ? C'est ce que la Constitution a oublié de dire. M. Brisson et ses collègues du ministère en profitent pour trancher la question à leur gré; ils ont décidé hier que, s'il plaisait au gouvernement de décaler les délais légaux, c'est lui qui convoquerait le Congrès; mais s'il laisse venir la date où expirent les pouvoirs de M. Grévy, alors le président du Sénat se chargera de faire la convocation.

Il est à remarquer que cette interprétation ministérielle de la Constitution est vivement critiquée par la *Paix* et traitée de chinoiserie par la *Justice*.

Voilà pour le Congrès.

Maintenant, on sait que l'on a attribué au cabinet Brisson l'intention de provoquer un débat permettant à la Chambre de se prononcer sur la question de confiance. Cela aurait lieu à l'occasion des crédits du Tong-King. Mais quand aura lieu le débat ?

Le projet sera déposé demain samedi; il faudra qu'une commission soit nommée la semaine prochaine, que cette commission étudie la question et choisisse son rapporteur, que ce rapporteur fasse son rapport, que ce rapport soit imprimé et distribué; alors on songera à fixer le jour de la discussion. — C'est un délai d'environ quinze jours.

Dici à M. Brisson se dit peut-être qu'en manœuvrant avec habileté, il pourra persuader à la Chambre de ne pas le renverser : une crise ministérielle serait si fâcheuse à la fin de l'année; et puis, qui a-t-on pour former un nouveau cabinet ? On connaît enfin toutes les objections à faire valoir en faveur de M. Brisson.

D'ailleurs, le ministère actuel n'est pas sans espérer que, sur la question du Tong-King, il pourra bénéficier de l'intérêt qu'inspire le corps expéditionnaire.

S'il voulait réellement savoir s'il a, oui ou non, la confiance de la Chambre, il n'aurait qu'à se faire interpellé sur n'importe quelle question.

Mais il trouve plus prudent de prolonger sa situation équivoque de cabinet parlementaire sans majorité au Parlement.

On sait que, par un décret récent, le service du personnel au ministère de l'intérieur a été réuni à celui de la sûreté générale, dont le titulaire est M. Isaïe Levailant, ancien secrétaire général pour la police, dans le département du Rhône.

Lorsque M. Levailant fut appelé au poste de directeur de la sûreté générale, ce fut un étonnement voisin de la stupeur, attendu que, comme spécialiste, M. Isaïe Levailant n'avait donné de ses aptitudes et de son intelligence que des preuves négatives.

Comme haut fonctionnaire, il avait laissé dans l'administration de singuliers souvenirs. En effet, M. Isaïe Levailant était surtout connu pour avoir laissé les hôtels de préfecture habités par lui dans

tel état de malpropreté qu'il fallait voter des fonds pour les nettoyer.

La nomination de ce personnage à la direction du personnel a causé une impression des plus fâcheuses. Bien des préfets se trouvent froissés d'être rattachés à un service policier et sous l'autorité de l'homme aux petits papiers.

Des protestations assez nombreuses sont parvenues, dit-on, au ministère de l'intérieur.

Mais sans nous arrêter aux considérations que peuvent faire valoir les préfets, soit sur l'homme, soit sur leur subordination à un policier, on se demande si cette innovation n'est pas là un symptôme inquiétant.

Aux yeux de certains familiers du ministère, la fusion des deux services pourrait bien signifier que le gouvernement entend officiellement se servir, comme moyen d'action sur les fonctionnaires, de la délation et des dénonciations préconisées par les feuilles républicaines. Ce fut ce qui eut lieu sous les deux républicains précédents, sous la première surtout; et la troisième, nous en acquiesçons la preuve chaque jour, tient aux traditions.

LA VEILLÉE DU CADAVRE

Lorsque les gauches sont réunies en assemblée plénière, on pourrait, à la rigueur, y trouver le monnaie de trois ou quatre hommes d'esprit; mais on y chercherait en vain un homme ayant le sens politique et la résolution qui est l'appanage des hommes de gouvernement. Cette majorité de députés nouveaux-nés et venus au monde pour réformer glorieusement la société et l'Etat ne sont pas un parti, ni même la matière d'un parti : c'est un tourbillon de molécules fuyantes, insaisissables, rebelles à toute cohésion, et vouées, par caractère, à la perpétuation du gâchis. Le spectacle qu'ils nous donnent depuis l'ouverture de la session est la plus burlesque pantomime que l'histoire de ce pays, déjà riche en farces politiques, nous eût encore offert. On y poudrait de rire, comme à une parade de foire, si l'on ne sentait que le monde nous regarde avec un étonnement mêlé de beaucoup de mépris, et que c'est la France, en fin de compte, qui paye de son honneur, de sa dignité, de son repos et de sa fortune les grimaces ou les cirrives de ces turpitudes.

On pouvait espérer qu'une politique nouvelle, nette, précise et résolue sortirait de la consultation solennelle qui vient d'avoir lieu; car la politique suivie jusque là par le parti républicain, ou, pour être plus exact, l'exploitation cynique que l'opportunisme avait érigée en système de gouvernement, venait d'être résolument condamnée par les électeurs. Le suffrage universel, à vrai dire, n'avait pas traduit partout de la même façon son indignation et ses dégoûts. Dans une partie de la France il avait hautement proclamé que le salut lui semblait être dans un retour aux principes conservateurs; dans l'autre, il avait témoigné qu'il n'était pas encore las de l'expérience républicaine, et dans son désir de la pousser jusqu'au bout, il avait substitué une représentation radicale à sa représentation bourgeoise; dans les départements même où les derniers tenants de l'opportunisme ont réussi à se faire réélire, ils n'avaient obtenu le succès qu'en faisant leurs excuses au patriotisme inquiet des électeurs, en dénonçant les fautes, les défaillances ou les trahisons dont ils étaient complices, en promettant d'employer désormais leur mandat à réparer les maux qu'ils avaient causés. En un mot, les élections du mois dernier avaient été la condamnation manifeste d'un régime malaisant et détesté, et ce n'était pas trop attendre de la majorité nouvelle que de voir en elle l'avènement d'un régime juste et fort et d'une politique toute neuve.

Eh bien ! ces Benjamins de la République se sont réunis, et après avoir échangé leurs vues, ils ont constaté qu'ils n'avaient point de politique du tout. Les idées ont fui; les principes se sont évaporés; les programmes se sont liquéfiés; de ce bloc sup-rbe qui fut la politique radicale, il ne reste pas même une poussière. Ils sentent le vide qui s'est fait subitement en eux; ils en ont honte et ils en ont peur. Ils se cherchent pour ne pas se joindre, et se réunissent pour ne point parler. Les leaders au verbe retentissant se sont mis un bâillon sur la bouche; et si, d'aventure, on leur demande un avis, ils commencent par descendre dans une cave, et lorsqu'on a soigneusement bouché les soupapes, ils consentent à proclamer que la République ne sera vraiment unie que si les républicains ne se divisent pas, et que le plus sûr moyen de s'épargner une sottise est de ne point parler !

Ils ont devant eux un ministère qu'on dirait choisi parmi les béquillards les plus essouffés, les ataxiques les plus ramollis de Sainte-Périne. Cette troupe extraordinaire s'est récemment complétée en mettant un mauvais robin à l'agriculture et un musicien raté au commerce. Ce ministère de pauvres diables, au lieu d'aller chanter dans les cours, a eu l'idée de débiter à la Chambre un programme de gouvernement. Là, du moins, les gauches se retrouvent unanimes, et il n'y eut qu'un cri sur tous les bancs : — C'est idiot ! — Cette constatation faite, il n'y avait qu'une conduite à tenir : interpell

ter le cabinet sur ses déclarations, le renverser pour insuffisance, et le remplacer immédiatement par un cabinet nouveau qui fût l'expression vivante des idées et des volontés de la majorité. Un conscript tout frais émoulu de sa province et peu fait aux mœurs de la Byzance républicaine, a proposé cette méthode; mais il a été vertement rabroué par les vétérans. — Y pensez-vous, malheureux ! Parler devant la droite ! La République est perdue, si l'on vous écoute ! — Alors, ils sont allés, loin des oreilles et loin des regards, au Grand-Orient de la rue Cadet, discuter sur la meilleure façon de se débarrasser du lamentable Brisson, et ils ont décidé qu'on l'égorgerait, comme Fualdès, ténébreusement et à la cuisine.

Ils ont fait mieux : ils ont dépêché à ce malheureux une commission qui l'a prié de se considérer comme mort, mais de consentir à vivre, par fiction, jusqu'à la réélection du président de la République. Comme l'enterrement presse un peu, ils l'ont même engagé à hâter l'heure de cette solennité; et Brisson, qui a l'âme bonne, a promis d'en référer à qui de droit. Ces insanités, qu'on dirait extraites d'un livret de féerie, se passent tous les jours sous nos yeux et constituent, à vrai dire, toute la politique du gouvernement et du parti républicain. Pas d'idées, pas de programme, pas de méthode, pas de résolution, pas d'hommes, pas même de simulacres d'hommes. Mais un cadavre auquel on conserve les apparences de la vie, et que l'on veille silencieusement, comme s'il importait à quelqu'un, en France, que Brisson soit mort ou vivant. Voilà toute la République aujourd'hui. Même dans ses jours les plus sombres, la France ne vit jamais tant de bêtise unie à tant de pauvreté !

LE PARLEMENT-CADET

Les républicains s'efforcent d'introduire dans la Constitution un rouage nouveau : « La responsabilité ministérielle devant la rue Cadet ».

Tous les deux jours, les gauches se réunissent et décident qu'il y a lieu d'interpellation sévèrement le président du conseil des ministres.

Les reporters désignés se rendent à la chancellerie, posent au ministre des questions écrites et numérotées, et le ministre répond invariablement en reproduisant le récit légendaire de l'un des *Deux Aveugles* :

« Ne de parents pauvres, mais honnêtes... etc., etc. »

Cette confiance ne résout rien et les députés s'arrachent les cheveux.

Nous avons aujourd'hui le Parlement-Ainé et le Parlement-Cadet, comme dans la famille Coquelin, tous deux comiques, à dire d'expert, et s'efforçant de désarmer par le rire, les colères nationales qui grondent autour de la République.

Le Parlement-Cadet devait, à l'origine, servir de préparatoire au Parlement-Ainé. On y eût confectionné les plats du jour, dressé le menu et surtout préparé l'addition; on forçait son rôle, il risquait fort de renverser la marmite.

Soyons patients : la République prépare son démantèlement et bientôt on montrera l'écrémateur sur la baraque gouvernementale :

« A louer, appartement composé de deux Chambres, un cabinet et une cuisine (la cuisine est située rue Cadet). »

ENTRE RÉPUBLICAINS UNIS

Nous avons reproduit hier l'acte d'accusation que le journal la *Lanterne* dressait contre M. Cambon, notre ministre résident à Tunis.

Ce document peut se résumer ainsi : « M. Cambon est un flibustier, un pillard, un coucoussonnaire. »

L'accusation est grave, et nous serions tentés de la considérer comme un moyen de polémique, sans doute excessif, n'était la concentration républicaine.

La concentration donne, en effet, une autorité particulière aux révélations de la *Lanterne*.

Ce journal, qui représentait naguère une fraction de l'opposition radicale, est aujourd'hui l'un des organes officiels du grand parti républicain uni; M. Cambon, qui pouvait regarder le mois dernier comme un adversaire, est aujourd'hui son ami politique, un coreligionnaire, presque un frère et l'on est en droit de considérer le réquisitoire de la *Lanterne* comme un jugement porté sur M. Cambon par l'un des siens.

Nous n'entendons pas intervenir dans cette querelle de famille; les actes de M. Cambon en Tunisie n'intéressent que l'honneur républicain, et notre renom national ne saurait en être atteint.

Il se peut faire que M. Cambon soit un parfait honnête homme et même un galant homme; nous l'apprendrions sans étonnement, car nous vivons en un temps où l'homme avisé ne se doit surprendre de rien; mais le gouvernement ne peut, à notre avis, manifester une indifférence égale à la nôtre. Il est en cause, et directement, puisqu'on affirme que l'un des frères Cambon, qui fit une pointe hardie dans les tiroirs secrets de la Préfecture de police, retira de cette expédition des petits papiers dont la publication pourrait affaiblir le prestige du gouvernement.

MM. Brisson et Co, qui ordonnèrent si libéralement des poursuites contre les journaux conservateurs qui annonçaient l'envoi de renforts au Tonkin, se montrèrent-ils moins susceptibles lorsqu'on

les accuse publiquement de complicité, directe ou voilée, dans une série d'actes de brigandage, dont le plus innocent est encore justiciable de la cour d'assises ?

La *Lanterne* réclame pour elle-même des poursuites et pour toute la lumière. L'opinion publique les exige également.

Le gouvernement a montré qu'il ne dédaignait pas les diffamations qu'il produisait par la voie de la presse, et son amour pour la liberté ne l'a jamais empêché d'appliquer la loi.

Ses propres amis lui jetent à la face une accusation tellement grave qu'il ne lui est pas permis de ne la point relever, s'il a souci de la considération publique, s'il tient à l'honneur du régime qu'il sert.

EN ORIENT

Nous avons toujours soutenu ici que si la guerre venait à éclater entre les Serbes et les Turcs, les premiers seraient facilement culbutés par les troupes du sultan.

L'événement a justifié ce que nous disions du peu de solidité de l'armée du roi Milan. Après quelques succès, dus en partie à la surprise qu'avait causée aux Bulgares cette attaque imprévue, les Serbes, bien que plus disciplinés, mieux commandés et mieux équipés que leurs ennemis, ont dû reculer devant l'attaque vigoureuse du prince Alexandre conduisant au combat des milices à peine organisées.

Cet échec — qui eût été un désastre si, au lieu des Bulgares, les Serbes avaient en devant eux les armées ottomanes dirigées par Gazi Osman ou par Moukhtar pacha — a rendu prudent l'ambassadeur descendant d'Obrenowitch qui, malgré l'occupation de Widdin par ses troupes, a cru sage de repasser la frontière et de transporter son quartier général à Piro, sur le territoire serbe.

Cet avertissement profitera-t-il à la Grèce, et en dépit des ardeurs belliqueuses de MM. Tricoupis et Timoléon Philémon, comprendra-t-elle le danger qu'il y aurait pour elle à engager avec la Turquie une lutte dont l'issue n'est point douteuse ? Nous l'espérons autant pour elle que pour l'Europe qui a grande hâte de voir la tranquillité rétablie dans la presqu'île des Balkans.

Aussi bien le moment serait mal choisi pour créer de nouvelles complications; le prince Alexandre de Bulgarie a fait, sans conditions, sa soumission à la Porte, et les troupes bulgares évacuent la Roumélie; d'autre part — malgré les difficultés incessantes créées par la politique anglaise — il semble qu'on soit définitivement tombé d'accord sur la nécessité du retour au *statu quo ante*.

Cette solution est celle que nous avons toujours indiquée et nous nous en joignons à la nouvelle décision de la Conférence reconnaissant les droits de la Turquie tels qu'ils ont été fixés par le traité de Berlin.

La justice, autant que l'intérêt bien entendu de l'Europe, exigeait que l'autorité du sultan fût restaurée à Philippopoli. La diplomatie a mis deux mois à trouver cette solution qui, dès le début, aurait dû s'imposer d'elle-même.

S'il est vrai — comme le dit un de nos confrères — que notre ambassadeur à Constantinople, M. le marquis de Noailles, ait enfin cessé de se mettre à la remorque de l'ambassadeur d'Angleterre et ait fait valoir les droits du sultan, nous sommes heureux de voir la France revenir à une politique qui a toujours été la sienne et dont M. de Freycinet avait eu l'étrange idée de la faire dévier.

Lors des malheurs qui nous ont frappés en 1870, c'est à Constantinople que nous avons trouvé les sympathies les plus vives : le sultan Abd-ul-Aziz voulait envoyer un corps d'armée à notre secours. La France ne l'a point oublié, si notre gouvernement a cru parfois devoir l'ignorer. — Quant à l'Angleterre, son attitude, dans ces derniers événements, n'a pas été de nature à la faire bien venir du gouvernement ottoman. L'*Osmanni*, journal semi-officiel, laisse percer un vif mécontentement, et nous serions heureux que la Porte comprît une bonne fois qu'elle n'a rien à gagner à mettre ses intérêts à la merci de la politique anglaise. Ennemie ou alliée, l'Angleterre saura toujours se faire la part du lion; son intervention, en 1877, a coûté Chypre à la Turquie, et nous n'aurions rien de bon pour le sultan de la convention intervenue entre le gouvernement ottoman et sir H. Drummond Wolff.

ÉCHOS

Une messe basse a été dite ce matin, à onze heures, en l'église de Saint-Jacques-du-Haut-Pas, pour le repos de l'âme du duc Jean de Persigny, fils de l'ancien ministre de Napoléon III. L'officiant était M. Fabbé Dieu, vicaire de Saint-Philippe-du-Roule, qui avait fait faire sa première communion au jeune duc et l'avait administré dans ses derniers moments.

Mme la duchesse de Persigny sa mère, une de ses sœurs venue exprès de Londres, et Mme Lerat, une vieille amie de la famille, assistaient seules à cette cérémonie funèbre, avec quelques amis intimes du duc.

M. le curé de Saint-Jacques-du-Haut-Pas et tout le clergé de la paroisse avaient pris place au chœur. Il n'y avait aucune tenture ni catafalque.

À moment où nous mettons sous presse, à trois heures, a lieu la levée du corps exposé dans une petite chambre, au troisième étage du n° 133 du boulevard Saint-Michel. Le cercueil est recouvert simplement d'un drap noir et disparaît sous les couronnes et les fleurs ap-

portées par la famille et les amis du duc. Une sœur de la communauté de Bon-Seours est agenouillée et prie.

Les réflexions amères abondent lorsqu'on se trouve en présence du cercueil de ce jeune duc, seul héritier d'un si grand nom, qui s'est éteint dans une modeste chambre.

A six heures, le corps partira de la gare de Lyon pour être transporté à Saint-Germain-Lespinois (Loire) où un service solennel sera célébré et où l'inhumation aura lieu dans le caveau où repose déjà l'ancien ministre.

L'Académie française a tenu hier sa séance hebdomadaire, sous la présidence de M. Chéribul, directeur.

La séance publique annuelle primitive fixée au 9 novembre, ayant été reportée à jeudi prochain, 26, l'Académie a procédé par voie de tirage au sort à la désignation des commissaires qui devront entendre avec les membres du bureau le discours de M. Dumas et la réponse de M. Pasteur.

Les académiciens délégués sont : MM. Caro, Camille Doucet, Sardou, Taine, Chéribul, duc de Broglie et Duruy.

La prochaine séance est fixée au 30 novembre.

Après la déclaration faite par le secrétaire perpétuel de la réception du legs de M. Moulin, comprenant de précieux autographes de tous les membres de l'Académie française, depuis sa fondation jusqu'à nos jours.

Mercurei prochain, aura lieu en l'église Saint-Germain des Prés le mariage de Mlle Louise Fournel, fille de notre excellent confrère, M. Victor Fournel, avec M. Jean Guiraud, licencié en droit, licencié ès lettres, élève de l'École des Chartes.

Les témoins de la mariée sont MM. Chesnelong et le comte Achille de Clésieux; ceux du futur, M. Beluze, président du cercle du Luxembourg, et un membre de la famille.

Nous annonçons avec plaisir que M. Mario Carl-Rosa vient d'ouvrir, sous le titre d'Académie des Champs-Élysées, des ateliers pour l'étude du dessin, de la peinture et de la sculpture, 30, faubourg Saint-Honoré et 35, rue Boissy-d'Anglas.

M. Carl-Rosa, dont les paysages ont obtenu au Salon un succès mérité, s'est assuré le concours de MM. Benjamin Constant, Hector Leroux, A. Sauzay, Maxime Lalanne, Gauthier, etc.

Avec de tels professeurs, le succès de l'Académie des Champs-Élysées est assuré.

Le comité de la fête du Commerce et de l'Industrie a tenu hier une importante réunion à l

L'éclairage de la Ville de Paris depuis les temps les plus reculés.

M. Debuchy a expliqué et fait connaître l'histoire, d'après les édits, ordonnances, arrêtés et sentences des Parlements, de l'éclairage public de Paris et les moyens employés jusqu'à ce jour pour son établissement.

Cette conférence a paru être accueillie avec faveur par le public spécial dont la salle des conférences était remplie.

Le *Musée des Familles* nous donne, dans son concours historique, l'origine du mot *ca-nu-pieds*, si souvent appliqué aux individus sans feu, ni lieu :

Jean Vanu-pieds était le chef d'une révolte populaire qui éclata à Rouen au XVII^e siècle à l'occasion d'une augmentation d'impôts. Peu de temps après l'emprisonnement des meneurs, Corneille fit paraître *Cinna* où il demandait, dit-on, indirectement la grâce des conjurés. Sa demande ne fut pas exaucée, et Jean Vanu-pieds fut pendu avec ses compagnons.

Depuis lors, le nom de ce révolté a été donné à tous les déshérités de la fortune.

L'emplacement du monument d'Eugène Delacroix est définitivement arrêté par le comité : c'est la grande allée de platanes qui va du Luxembourg au nouveau musée de l'Orangerie.

Ombreuse et solitaire, cette allée convient à merveille à l'œuvre émue et discrète que prépare le sculpteur Dalou, et qui se compose, comme on sait, d'un buste du maître élevé sur un haut piédestal ; la Justice, portée par le Temps, dépose une couronne sur la base, aux applaudissements du Génie des beaux-arts.

Tout le monde est d'accord sur le manifeste qu'a lu, l'autre jour à la Chambre, M. Brisson, premier ministre.

Jamais document plus vide, plus insignifiant, plus creux, plus plat, plus banal, ne s'est produit devant une Assemblée politique.

Aussi, en parlant d'un article mauvais, d'un discours pitoyable, ne dit-on plus, comme Molière nous l'avait appris :

« Franchement, il est bon à mettre au cabinet ! »

On dit maintenant : « au cabinet Brisson ! »

Le vers n'y est plus sans doute ; mais comme bien y est la pensée !

La séance solennelle du Syndicat des comptables aura lieu de dimanche prochain, à une heure et demie très précise, au grand amphithéâtre de la Sorbonne, sous la présidence de M. de Heredia, député.

MM. Floquet, Paul Bert, Yves Guyot, députés, et un grand nombre de conseillers municipaux honoreront cette séance de leur présence.

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 20 NOVEMBRE

En France, le temps reste à la pluie dans les régions du Sud et du Centre, la température se rapproche de la normale.

A Paris, hier, le temps a été beau.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANCHE. — Vent des régions E. modéré ; mer peu agitée.

Océan. — Vent des régions E. modéré ; mer peu agitée.

Méditerranée. — Vent des régions E. modéré ; mer agitée.

Aujourd'hui, 20 novembre, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Questin, 1, rue de la Bourse, marquait :

A sept heures du matin..... + 4 2/5
A onze heures du matin..... + 6 5/8
A deux heures du soir..... + 8 2/5
Température la plus basse de la nuit + 3 5/8

Le baromètre est à 757 millimètres.

ECHOS PARLEMENTAIRES

La commission sénatoriale relative à l'armée coloniale s'est constituée en nommant président M. l'amiral Jauréguiberry et secrétaire M. Barbey. Les commissaires, qui sont en majorité hostiles au projet de loi, ont rendu compte des discussions qui se sont produites dans les bureaux.

La commission sénatoriale chargée d'examiner la proposition G. Martin tendant à appliquer au département de la Seine la loi du 10 août 1871 sur les conseils généraux, s'est constituée en nommant M. Bozérian, président, et M. G. Martin secrétaire. Après une courte réunion, à laquelle ont pris part MM. Bozérian et Georges Martin, la commission, par 6 voix contre 2, a repoussé la proposition.

Feuilleton de la Patrie

DU 21 NOVEMBRE

UN DIVORCE

A la fin du mois d'août 1880, il y avait à Luchon, par une splendide matinée, un mouvement inaccoutumé de voitures sur la belle promenade de cet attrayant séjour. Les voitures allaient, venaient, les postillons faisaient claquer leurs fouets et les petits chevaux pyrénéens, aux renaissances harnais tout garnis de joyeux grelots, galopèrent à fond de train dans l'allée d'Eugénie, pendant que les cavaliers se croisaient en se saluant et en se donnant rendez-vous.

Une nombreuse société était réunie devant l'établissement des bains ; les femmes avaient arboré de jolies et séduisantes toilettes d'été, de couleurs claires et si légères que le plus léger souflet de vent en agitaient les plis chargés de dentelles, sous la transparence desquelles l'œil plongeait avec délice dans une carnation ou chaude de ton ou blouissante de blancheur comme la neige qui couronnait le sommet de la montagne.

Il était huit heures lorsque deux cavaliers arrivèrent au galop. Ils s'inclinèrent devant un groupe de gracieuses jeunes femmes ; et l'un d'eux, s'adressant à une grande dame brune, qui avait tout le type de l'Andalouse et portait avec beaucoup de grâce le large chapeau de paille

On a distribué hier aux sénateurs le rapport de M. Labiche sur la proposition relative au taux de l'intérêt de l'argent ; il conclut à l'adoption de la proposition votée par la Chambre.

Les bureaux de la Chambre ont procédé hier à la nomination de la première commission d'initiative.

Ont été élus :
1^{er} bureau : MM. Chevalier et Jamais.
2^e bureau : MM. de la Billais et Lagrange.
3^e bureau : MM. Pichon et Laur.
4^e bureau : MM. Thiesse et Sans-Leroy.
5^e bureau : MM. Horteur et Maurice.
6^e bureau : MM. Cousse et Gavini.
7^e bureau : MM. Vlette et Noël Parfait.
8^e bureau : MM. de Léon et Barouille.
9^e bureau : MM. Bernard et Borie.
10^e bureau : MM. Remoiville et Lefebvre (Seine-et-Marne).

11^e bureau : MM. Duval et Duvaux.

Cinq membres de la droite ont été élus : MM. de la Billais, Maurice, Gavini, de Léon et Barouille.

M. Clovis Hugues a ajourné le dépôt de sa proposition d'amnistie.

Se souvenant de son ancien succès, M. Barodet a l'intention de déposer sur le bureau de la Chambre une proposition de loi tendant à la nomination d'une commission chargée de classer les programmes, professions de foi et autres documents électoraux.

M. Camille Dreyfus et quatre-vingts de ses collègues viennent de déposer sur le bureau de la Chambre une proposition tendant : 1^o à la suppression des trésoriers généraux, des receveurs particuliers et du receveur central de la Seine ; 2^o à la conclusion d'une convention spéciale avec la Banque de France, ayant pour objet de confier à cet établissement le soin de faire les recettes pour le compte de l'Etat.

M. Hubbard a déposé hier sur le bureau de la Chambre une proposition tendant à supprimer l'article 16 de la loi du 20 juillet 1881 sur la presse qui interdit l'affichage des placards électoraux sur les édifices consacrés au culte.

M. Steuckers, député de la Haute-Marne, a adressé au ministre des travaux publics sa démission de commissaire général du gouvernement près les compagnies de chemins de fer, fonctions qui sont incompatibles avec le mandat législatif.

La séance de la Chambre

Le défilé des élections qui ont été l'objet de protestations a commencé hier, devant la Chambre, par le département de l'Ain. La liste républicaine a passé tout entière dans ce département. M. Germain, député sortant, qui est resté sur le carreau, a protesté contre cette élection, par écrit et verbalement, devant le bureau. Voici le fait sur lequel il s'est appuyé :

Au dernier moment, une troisième liste s'est produite entre la liste républicaine et la liste conservatrice. Elle portait les noms de quatre candidats républicains, celui de M. Germain et celui d'un candidat conservateur. Les candidats républicains dénonçaient cette liste hybride comme une manœuvre électorale, dans un placard violent intitulé : Une infamie ! M. Germain a déclaré qu'il avait été étranger à la confection de cette liste ; mais il a soutenu que l'affiche constituait à son tour une manœuvre qui avait altéré la sincérité du scrutin, en qualifiant d'acte délictueux et passible de peines correctionnelles ce qui n'était, en réalité, que l'exercice légitime du droit de tout électeur.

Le bureau n'a pas admis cette protestation. Il a considéré que les candidats républicains avaient été fondés à protester comme ils l'ont fait contre une liste manifestement destinée à tromper les électeurs illettrés ou inattentifs. Le tribunal de Bourg, devant lequel une action a été introduite à acquiescer les auteurs de l'affiche. Enfin, il existe un écart très considérable entre le nombre des voix obtenues par la liste républicaine et celui des suffrages donnés à M. Germain.

M. Raoul Duval a rappelé dans quelles circonstances M. Germain, qui avait d'abord décliné toute candidature, s'est dévoué à la dernière heure, à céder aux instances des électeurs indépendants. L'affiche des candidats républicains a dépassé toute mesure en qualifiant de fraude et d'escroquerie la liste dissidente et en annonçant que des poursuites étaient intentées contre les auteurs. Le tribunal de Bourg a jugé, mais l'affaire est en appel devant la cour de Lyon. M. Raoul Duval a conclu qu'il convenait

d'attendre la décision de la justice avant de se prononcer sur la validité des élections de l'Ain. Cette opinion n'a pas prévalu, et la validation a été votée.

Les élections de l'Indre et de la Haute-Saône ont été validées sans discussion. Le rapporteur de celles du Tarn-et-Garonne a conclu également à la validation, malgré certaines protestations que le bureau a jugées sans fondement.

Mais un radical sévère, M. Salis, a annoncé qu'il combattait ces conclusions. La discussion a été renvoyée à samedi. Les députés élus sont conservateurs.

L'élection du département de Constantine a donné lieu à un énorme rapport, lu par M. Duvaux, et peu entendu au milieu du bruit des conversations. Cette élection, dans laquelle MM. Thomson et Treille, députés sortants, l'ont emporté sur MM. Forcioli et Fawtier, le premier, sénateur du département, a été l'objet de très nombreuses protestations. La lutte électorale a été des plus vives et signalée par des incidents nombreux. Nous y reviendrons. Le bureau a conclu à la validation. Mais M. Andrieux a déclaré qu'il se proposait d'appuyer les protestations, et la discussion a été remise à samedi.

Les élections des départements d'Ille-et-Vilaine, des Basses-Pyrénées, de l'Eure et de la Nièvre ont été validées sans discussion.

A la fin de la séance, un des nouveaux élus de Paris, M. Dreyfus, a demandé à la Chambre de prononcer l'urgence sur une proposition tendant à établir une taxe progressive sur les loyers, pour compenser une diminution des droits d'octroi. Cette demande d'urgence a été combattue, et avec d'excellentes raisons, par M. Raoul Duval :

Il ne s'agit pas ici de politique, a-t-il dit, il s'agit de ce qui nous intéresse tous, de la fortune de la France, pour laquelle nous ne saurions être trop prudents. Est-ce le cas de supprimer les garanties que nous assure le régime ?

Ces garanties sont au nombre de deux, d'abord l'examen préalable d'une commission d'initiative, ensuite la nécessité de deux discussions successives.

Eh bien ! quand il s'agit d'une question aussi grave que celle d'un remaniement de notre système d'impôts, nous ne pouvons renoncer à aucune de ces deux garanties.

Nous vivons dans un temps où le crédit est particulièrement impressionnable ; prenez garde de l'ébranler !

M. Camille Dreyfus nous disait tout à l'heure qu'il s'agissait d'une proposition déjà prise en considération par une commission de la précédente Chambre, et il voyait dans cette décision un préjugé favorable, une garantie suffisante.

C'est là une opinion qu'il n'est impossible de partager ; elle ne tendrait à rien moins, en effet, qu'à supprimer l'influence du corps électoral.

Il ne faut pas méconnaître son droit de modifier les législatures, et c'est précisément parce qu'il les modifie que nous ne pouvons prendre pour base de nos discussions les décisions qu'on lui a acceptées nos prédécesseurs.

L'opinion a réclamé un peu moins de discussion politique et un peu plus d'application aux affaires. (Très bien ! très bien ! à droite.)

C'est pour lui obéir que nous devons ne rien précipiter et ne renoncer à aucune des garanties que le régime nous donne le droit d'exiger. (Appaudissements à droite. — Aux voix !)

L'urgence n'a pas été prononcée. La prochaine séance a lieu samedi.

La séance du Sénat

Séance du 19 novembre

PRÉSIDENCE DE M. LE ROYER

Après avoir validé l'élection de M. Sonnegon comme sénateur de la Seine, le Sénat s'est occupé de la proposition de loi tendant à l'abrogation des lois conférant aux fabriques des églises et aux consistoires le monopole des inhumations. M. Garrissou, rapporteur, a exposé les différents qui distinguent le texte de la commission de celui qui avait été adopté par la dernière Chambre des députés.

La proposition votée par la Chambre avait pour but de supprimer le monopole attribué aux fabriques. La commission sénatoriale a résolu de supprimer le monopole ; mais elle a refusé d'aller aussi loin que la Chambre, et elle n'a pas voulu enlever complètement le service des inhumations aux fabriques pour le transférer aux communes.

Nous donnons à la commune, dit le rapporteur, le droit de réquisitionner le matériel des pompes funèbres dans le cas où la fabrique se refuserait à faire une inhumation sous un prétexte quelconque.

M. Georges Martin a combattu les conclusions de la commission et repris, sans de légères modifications, la proposition primitive, s'attachant à prouver que les fabricants ont des droits excessifs qu'il est urgent de leur enlever.

Au contraire, M. Allou estime que le système actuel des inhumations est parfaitement organisé. En proposant la création d'un double matériel, la commission ne pa-

rait pas se douter qu'elle doublerait aussi les frais, ou son s'en faut.

« Je voudrais, dit l'orateur, que l'on fit simplement une loi où l'on dirait que le service des inhumations est un service public, et que les fabriques devront mettre leur matériel à la disposition des enterrements même des libres penseurs et verser dans la caisse du bureau de bienfaisance les bénéfices qui leur reviendraient de ce chef. On aurait ainsi une législation très satisfaisante. »

Le Sénat a refusé de prononcer l'urgence sur la proposition et a renvoyé à la commission les projets de M. Georges Martin et de M. Allou, pour qu'elle en délibère. Séance mardi.

GAZETTE DE PARIS

SAINTÉ CÉCILE

Demain, toute la France, que dis-je ? toute l'Europe musicale célébrera la fête de la patronne des musiciens : parlons donc du culte de sainte Cécile.

A quelle époque remonte l'origine de cette dévotion et quelle nation en a eu l'initiative ?

Généralement, les Français croient que cette heureuse initiative leur revient.

Les uns invoquent les statuts de la confrérie de *Madame sainte Cécile, fondée à Paris par les musiciens zélateurs et amateurs de musique de la capitale*, dans l'église des Grands-Augustins. Ces statuts furent approuvés par Henri III, le 18 mai 1575.

Les lettres patentes portent textuellement la prescription suivante à l'article 9 :

« Seront admis tous bons et excellents musiciens de ce royaume et autres d'envoyer, pour la fête de sainte Cécile, quelques motifs nouveaux ou autres cançons honnêtes de leurs œuvres, pour estre chantés, afin de connoître et remarquer les bons auteurs, nommément celui qui aura le mieux fait et gratifié de quelque présent honorable. » (1)

Les autres, remontant à quelques années, rappellent avec raison qu'en 1571 il existait déjà, à Eyreux, une confrérie placée sous l'invocation de la sainte, et chaque année, le 22 novembre, la sainte y était honorée par un concours, ou *Fête de musique, en l'honneur de madame sainte Cécile*.

Certes, un patronage officiel qui compte déjà trois cent quinze ans d'existence, établit des droits à la reconnaissance des musiciens, et Henri III a bien mérité de la musique ; mais nous avons mieux que cela à offrir à la gratitude des nombreux disciples de sainte Cécile. Nous avons le regret de dire que le culte de sainte Cécile n'a pas pris naissance en France, mais dans les Pays-Bas.

En effet, sur la table analytique de ses archives que la municipalité de Douai a fait établir, on relève une mention de lettres en date du 19 mai 1457, et par lesquelles les directeurs de la « bonne maison des Chartiers » s'obligent à exécuter les conditions d'une fondation faite audit hôpital par Mathieu Amicot, dit Dablairey. Entre autres conditions se trouve celle de faire célébrer une messe perpétuelle en l'église des Frères mineurs, dans une chapelle que ledit Dablairey a fait édifier sous l'invocation de sainte Cécile.

M. Edmond Van der Straeten, dans son curieux livre sur l'histoire musicale des Pays-Bas, relève les faits suivants :

« On voit dans les comptes l'alors, de 1433, que le dimanche après les fêtes des saints Pierre et Paul, il y eut, comme aux années précédentes, une procession solennelle, où les habitants de cette ville s'efforcèrent à l'envi d'apporter le tribut de leurs embellissements. Entre autres exhibitions symboliques qui se firent dans le cortège, on remarqua la statue de sainte Cécile, jouant de l'orgue. Un peintre, du nom de Gery Dan Bru avait été chargé de dorer l'instrument de la patronne. »

Il y a encore cette remarque à faire en faveur des Belges : c'est qu'au dix-septième siècle, époque de décadence pour les arts et l'industrie, on rencontre dans les comptes communaux la trace d'une véritable *gilde*, d'où il est permis de conclure qu'une association de ce genre existait antérieurement.

Cette gilde, ou confrérie, avait son prince et ses coutumes, entre autres celle de se réunir le 22 septembre dans un banquet.

Il existait à Grammont, bien avant 1590, une confrérie de musiciens sous le nom de *Cécilianistes*, qui célébraient grandement la fête de leur patronne.

Les comptes communaux font mention

(1) Recherches sur l'histoire de la corporation des Menestriers ou joueurs d'instruments de la ville de Paris, par M. Bernhardt.

d'une gratification de deux tonneaux de bière qui fut octroyée le 22 novembre à cette confrérie.

En 1588, il y avait dans l'église de Saint-Germain, à Mons, une chapelle spéciale, sous l'invocation de sainte Cécile. La confrérie des musiciens de cette ville, instituée par lettres du magistrat, du 4 avril 1588, se chargeait de l'entretien de cette chapelle et y faisait célébrer ses offices.

On voit par ce seul fait en quelle vénération les musiciens flamands tenaient déjà sainte Cécile.

Le culte de sainte Cécile prit une telle extension au seizième siècle, dans les Pays-Bas, que l'Eglise s'en alarma. François Richardot, évêque d'Arras, se plaignit en chaire, à Armentières, de voir les artistes représenter sainte Cécile, « ornée et polie, peignée et bouclée, rayée et gauchée, comme s'il s'agissait d'une » Faustine ou d'une dame du monde. »

En 1557, les musiciens d'Audenarde célébraient déjà la fête de sainte Cécile avec un grand appareil, ainsi que le démontre une mention relevée dans les comptes municipaux et qui atteste la générosité des échevins.

Nous ne poursuivons pas plus avant l'histoire du culte de sainte Cécile dans les Pays-Bas ; aussi bien, n'est-ce pas la but cherché par nous. Nous avons voulu seulement établir sur des documents certains que, contrairement à l'opinion de bien des musiciens, ce culte était, en Flandre, antérieur de plus d'un siècle à son institution en France.

Cependant, il reste un point à éclaircir. On sait qu'il existait à Bruxelles une association de musiciens sous ce titre : *Ordo musicorum*, et dont la fondation serait antérieure au quinzième siècle. Or, on se demande si cette association, dont le célèbre André Pernaeghe faisait partie, était placée sous le vocable de sainte Cécile.

Dans cette hypothèse, il faudrait remonter au moins jusqu'au delà de la première moitié du quinzième siècle, en ce qui concerne le culte de sainte Cécile dans les Pays-Bas, puisque nous retrouvons déjà des traces de ce culte à Douai en 1457.

Il est à remarquer, en effet, que l'*Ordo musicorum* est souvent opposé à la confrérie de Saint-Job, corporation des joueurs d'instruments qui existait déjà au treizième siècle.

En quoi consistait l'*Ordo musicorum* ?

Voici ce que dit M. Van der Straeten :

« Est-ce la même association que l'Académie de musique dont Jean-Baptiste Dandelin fit partie, et dont on trouva le règlement dans sa mortuaire, en 1667 ? Peut-être ressemblait-elle à l'Académie de poésie et de musique que Jean-Antoine de Baef établit en 1570, dans sa maison, rue du Faubourg-Saint-Marceau, à Paris. C'était une sorte de Conservatoire destiné à répandre le goût de l'art et à perfectionner le chant, l'instrumentation, à l'instar des conservatoires contemporains de Venise et de Naples. Plus vraisemblablement, avait-il le cachet et la mission de la célèbre confrérie de *Madame sainte Cécile*, fondée par les musiciens zélateurs et amateurs de la capitale. »

Le « plus vraisemblablement » de M. Van der Straeten a sa valeur ici, étant donnée la compétence de l'auteur. Si l'*Ordo musicorum* avait la mission et surtout le cachet des Académies de musique en général et en particulier de la confrérie de « Madame sainte Cécile », pourquoi n'aurait-il pas été placé sous la protection de la sainte ?

Aucune voix ne vient répondre ; oui, mais aucune voix non plus ne vient répondre : non.

Aux musicologues flamands de chercher la vérité.

E.-M. DE LYDEN.

JOURNAUX ET REVUES

Voilà que le *Temps* lui-même se prend à ne pas traverser sérieuses les réunions plénières des gauches :

Nous ne voudrions offenser personne ; mais il faut bien avouer que la procédure des prétendues réunions plénières tourne à la comédie. Tout n'y est, en réalité, que fiction et convention, aussi bien dans la manière de débiter que dans les résolutions elles-mêmes.

Comédie ! Ce mot est mis en toutes lettres. Pourquoi ne pas dire tout de suite que ceux qui les organisent, ces réunions plénières, ne sont que des farceurs comme Gautier Garguille — à l'esprit près ?

— Du National :

qui étaient partis pour s'amuser l'accident de Mme Marteau ?

La lutation constatée par le jeune docteur était bien réelle : ce n'était heureusement qu'une lutation simple, qui ne devait cependant pas moins retentir jusque dans la première quinzaine d'octobre ces dames à Luchon. La belle Céline s'assombrissait devant cette perspective, quelle trouvait désolante. Aussi insista-t-elle beaucoup pour que le docteur parisien, qui s'était empressé d'appeler un confrère de Luchon à son aide, restât le plus longtemps possible et continuât de donner ses soins à sa mère.

Il ne se fit pas trop prier ; on lui témoignait une vive reconnaissance de son dévouement, et, lorsque la lutation fut bien réduite, il prit congé de sa cliente de main. Mlle Marteau laissa tomber sa tête dans celle du jeune homme, en lui disant :

« Docteur, nous nous reverrons, n'est-ce pas ? Je ne veux pas vous exprimer ici mes remerciements, pour être plus certaine que vous viendrez les chercher à Paris. En attendant, sachez, ajouta-t-elle avec un regard pénétrant, que ma mère et moi nous sommes très touchées de ce que vous avez fait pour nous. »

Mlle Céline Marteau montra bien qu'elle avait été, en effet, profondément touchée. Dès son retour à Paris, elle déclara à sa mère qu'elle allait lui le docteur de venir ; elle ne lui cachait pas qu'elle avait hâte de le revoir et de chercher à pressentir quel souvenir il avait pu garder d'elle.

La mère fut abasourdie de cet excès de franchise et fit observer que cette façon de procéder touchait presque à l'impudence. Mais devant la résolution de Mlle Céline, qui était une véritable

QUATRIÈME PROMESSE VIOLÉE

Ne revisant plus la Constitution, il est évident que les radicaux ne peuvent pas, comme ils l'avaient promis à leurs électeurs, *supprimer le Sénat*.

Les électeurs qui attachaient un prix considérable à la suppression d'une institution qualifiée de caduque, devront donc y renoncer. Leurs élus radicaux ne tiendront pas leur promesse relative à la suppression du Sénat.

Encore un engagement de violé ! Et de quatre !

— On lit dans le *Mot d'Ordre*, dans un article sur la nécessité de courir sus aux conservateurs avec toutes les armes possibles :

Dans sa fameuse apostrophe au conseil de Gastille, — on se souvient de ce beau et viril passage de Victor Hugo — Ruy Blas dénonce et flagelle les ministres qui dépouillent l'Espagne, ces mauvais serviteurs qui pillent la maison.

Notre président du conseil n'avait pas à renouveler cette apostrophe : les serviteurs de la République sont intègres.

Arrêtons-nous là : tout commentaire gâterait cette perle.

— Les aménités de la Bataille :

De sorte qu'en janvier 1886 nous aurons identiquement la même Chambre qu'en septembre 1885, avec un sous-Ferry comme président du conseil.

Au moins avec l'autre, le butor, les questions se tranchaient ; avec la limace, elles traîneront indéfiniment. Et, en 1887, nous saurons pas encore tout à fait au juste quand et comment nous résoudrons les rapports de l'Eglise et de l'Etat.

Ferry était le vomitif ; Brisson sera le purgatif. Le premier nous donnait la nausée, le second par une diarrhée méthodique chassera peu à peu du corps national tous les éléments républicains.

Lissagaray disait.

— Le préfet de la Seine, ainsi que nous l'avons fait prévoir, a répondu aux héritiers Cochon en notifiant aux sœurs d'avoir à évacuer l'hôpital le 21 décembre. Le héros du dépeuplement poursuit son œuvre.

M. Denys Cochon et ses co-héritiers ne désarmeront pas, ainsi que le premier le déclare à la fin de la lettre suivante, adressée au rédacteur en chef du *Figaro* :

Monsieur le Directeur,

Le *Figaro* dit ce matin que la cause des héritiers Cochon court grand danger.

1^o Parce qu'il n'y a pas eu convention explicite entre le fondateur et la Ville, mais seulement entre le fondateur et les Sœurs ;

2^o Parce que l'hôpital a été agrandi depuis 1782.

Il est aisé de répondre. Premièrement, le fondateur ayant construit la maison, y ayant installé les Sœurs, ayant passé avec elles un traité parfaitement explicite — le tout ayant la donation — a donné la maison grevée de certaines charges ; et on ne peut pas qu'on ne pourrait en chasser les malades, pour la destiner à un autre usage.

Secondement, les agrandissements ne peuvent rien changer aux droits primitifs du fondateur.

Nous demandons la révocation du legs et la restitution des objets et immeubles légués, sauf compensation avec l'administration des hospices pour la plus-value pouvant résulter des constructions élevées par elle.

Peu importe donc que l'hôpital reçoive aujourd'hui 262 malades au lieu de 50 ; 262 malades, dont 258

GAZETTE THÉÂTRALE

Dernière heure

Nous apprenons, au dernier moment, que la première de *Régine* est remise à lundi, à moins de nouveau retard, car la date de lundi est depuis longtemps retenue par M. Blandin pour la première de *L'Homme de paille*.

Co soir :
A l'Opéra, *Rinocchio* (second début de M. Ibo dans le rôle du duc de Mantoue; Mme Lureau-Escalas chantera pour la première fois le rôle de Gilda);
Au Palais-Royal, reprise de 95^e représentation de *Les Petites voisines*;
Au théâtre Déjazet, 1^{re} représentation de *Régine*, pièce en quatre actes, de MM. Georges Richard et...

Command. Dubourg MM. Monbars
Giraud Houbert
Bois-Hilaire Christian
Le docteur Aubert Meillet
Hervieux Veret
Verdier Laury
Régine Mmes Aline Guyon
Angèle Meillet-Carrière
Mariette Rosenne

Lever du rideau à huit heures.
Nous prions cependant nos lecteurs de consulter l'affiche.

Aujourd'hui, à cinq heures, a eu lieu la réouverture du foyer de l'Opéra où l'on a pu admirer, à la lumière électrique, les peintures de Baudry, complètement restaurées et dans leur état primitif.

Mercredi, la représentation de *la Juvén* n'a été qu'une longue série d'ovations pour Mme Caron, une Rachel incomparable, et pour M. Duc, un Eléazar comme le rêvait Halévy.
Recette : 18,000 francs.

La pièce de M. Emile Bergerat, au Palais-Royal, se répétait sous le titre provisoire de *Mariage de Thérèse*.
Le Baron de Carabasse sera son titre définitif.

La Renaissance corse son affiche : à sa nouvelle pièce, *Un anel, s'il vous plaît*, elle ajoute, à dater d'aujourd'hui, le *Procès Ventrardeux*.
Total : deux pièces très amusantes.

La société de l'*Avenir artistique*, société d'auteurs lyriques et dramatiques, a donné mercredi soir un concert très brillant.
Le piano était tenu par un jeune lauréat du Conservatoire, Jules Berny.

Remarqué parmi les artistes : MM. Durand, Eugène Berny, Amato, et Mlle Gabrielle Beech, à qui l'on doit une soirée charmante.

Voici la liste des matinées qui auront lieu dimanche prochain :

Théâtre-Français, *Tartuffe* et les *Précieuses ridicules*.
Opéra-Comique, le *barbier de Séville* et *La Fille du roi* (début de M. Muratet; continuation des débuts de Mlle Gail);
Palais-Royal, les *Notes d'un réservoir*;
Gymnase, Variétés, Vaudeville, Gaité, Ambigu, Folies-Dramatiques, Nouveautés, Renaissance, Cluny, Menus-Plaisirs, même spectacles que le soir.

Eden-Théâtre, concert Lamoureux : Symphonie en ut mineur (Beethoven); air de *Télémaque* (Gluck), chanté par M. Van Dyck; première audition du prélude du deuxième acte de *Guendoline* (Emmanuel Chabrier); ouverture de *Tannhäuser* (Wagner); *Réverie du soir*, de la *Suite algérienne* (Saint-Saëns); les *Adieux de Lohengrin* (Wagner); ouverture de *Oberon* (Weber).

Châtelet, concert Colonne : *Symphonie héroïque* (Beethoven); première audition de la *Captive*, révérité (Berlioz), chantée par Mme Durand-Ubach; divertissement de la *Joie d'être de Perth* (Bizet); le *Songe d'une nuit d'été* (Mendelssohn); premières auditions de *Morsine* (Mendelssohn), de *l'air de Symphonie* et *Dalla* (Saint-Saëns), chantées par Mme Durand-Ubach; *Roméo et Juliette* (Berlioz).

Alcazar, concert Parisien, Scala, concerts.
Cirque d'hiver et Cirque Fernando, matinées enfantines.

A la Salle des Conférences du boulevard des Capucines, ce soir vendredi :
M. Coquelin cadet, de la Comédie-Française : Le Rire et ses hommes.

On sait que, tout en jouant tous les soirs le *Petit Poucet*, Christian et Baron trouvent moyen, durant le grand ballet et l'entracte du troisième acte, d'aller exécuter une petite scène dans la Revue des Variétés et de revenir à la Gaité reprendre leurs rôles.
Le cheval qui traîne veritablement leur coupe vient, à cette occasion, de recevoir un nom de théâtre.
Les artistes l'ont appelé *Bourboul* — parce qu'il devore l'espace.
Christi... an vola un surnom !
G. DORANT.

BULLETIN COMMERCIAL

BOURSE DE PARIS DU 20 NOVEMBRE

(4 heures 15 soir)

HUILE DE COLZA. — Calme.

Dispon. 59 25 à 60 1/2 4 prem. 61 25 à 61 75

Courant. 59 25 à 60 1/2 4 mars. 62 50 à 63 25

Décemb. 59 25 à 60 1/2 4 mai. 63 25 à 64 25

HUILE DE LIN. — Calme.

Dispon. 56 75 à 57 1/2 4 prem. 57 75 à 58 25

Courant. 56 75 à 57 1/2 4 mars. 58 25 à 59 25

Décemb. 56 75 à 57 1/2 4 mai. 59 25 à 60 25

SUCRES. — Calme.

Dispon. 47 35 à 48 1/2 4 prem. 48 75 à 49 25

Courant. 47 35 à 48 1/2 4 mars. 49 25 à 50 25

Décemb. 47 35 à 48 1/2 4 mai. 50 25 à 51 25

SUCRES BRUTS 88°.

Dispon. 47 35 à 48 1/2 4 prem. 48 75 à 49 25

Courant. 47 35 à 48 1/2 4 mars. 49 25 à 50 25

Décemb. 47 35 à 48 1/2 4 mai. 50 25 à 51 25

FARINES DOUZE-MARQUES. — Ferme.

Dispon. 21 25 à 21 50 4 prem. 22 35 à 22 80

Courant. 21 25 à 21 50 4 mars. 22 80 à 23 25

Décemb. 21 25 à 21 50 4 mai. 23 25 à 23 75

SPINARDS. — Ferme.

Dispon. 14 25 à 14 50 4 prem. 15 50 à 16 25

Courant. 14 25 à 14 50 4 mars. 16 25 à 17 25

Décemb. 14 25 à 14 50 4 mai. 17 25 à 18 25

AVOINES. — Calmes.

Dispon. 17 75 à 18 1/2 4 prem. 18 75 à 19 25

Courant. 17 75 à 18 1/2 4 mars. 19 25 à 20 25

Décemb. 17 75 à 18 1/2 4 mai. 20 25 à 21 25

COTE OFFICIELLE du 18 NOVEMBRE

(Cinq heures du soir)

MOUVEMENT DE L'ENTREPOT DE PARIS

18 novembre 1885 1884 1883

Ind. entrées sacs... 18,402 13,600 17,990

Ent. sacs... 4,581 5,679 3,145

Ent. stock... 1,152,148 810,993 426,900

Ent. stock... 1,152,148 810,993 426,900

Colonneaux... 21,539 7,179 3,507

Stock à Tergnier... sacs 12,001

à Saint-Quentin... 4,026

à Saint-Ouen... 13,297

MOUVEMENT DES GARES ET BATEAUX

Baignolles. — Arrivages du 18 novembre : 1,200 sacs, 584 balles et 611 paniers. — Stock : 11,469 sacs, 584 balles et 611 paniers.

MÉTALUX

Prix-courant légal établi par les courtiers assermentés à la Bourse de Paris, 6 novembre.

Les 100 kil. (à l'acquitté) :

Cuivre du Chili en barres, liv. au Havre, 105 50

sorte ordinaire... 102 50

Cuivre en lingots et plaques... 112 50

— Best Selected... 115 50

— minéral Corocoro cuivre... 108 50

Etain Banca, livable au Havre ou Paris... 250 50

— Billiton... 247 50

— Détroits... 245 50

— Austral... 242 50

— anglais, liv. au Havre ou Paris... 241 50

Plombs, marque ordinaire, liv. au Havre... 238 50

— autres bonnes marques, liv. au Havre... 235 50

— autres bonnes marques liv. Paris... 233 50

CAFES

Les 100 kil. (à l'acquitté) :

Malabar... 300 à 320

Haiti : Port-au-Prince, Jacmel et Cap... 270 à 280

— Gonaïves et Saint-Marc... 280 à 295

Santos bon ordinaire... 285 à 295

— autres bonnes marques, liv. au Havre... 290 à 310

Moka... 360 à 400

Nelgherry-Quilon... 310 à 330

Porto-Ricco... 330 à 350

VINS FRANÇAIS

Roussillon 1^{er} choix... 48 à 50

— 2^e choix... 45 à 48

— 3^e choix... 42 à 45

Petit Roussillon... 29 à 32

Narbonne 1^{er} choix... 42 à 45

— nouveau... 42 à 45

Lapalme, Fitou, etc... 45 à 50

Montagne... 32 à 35

Aramon légere, 2^e choix... 20 à 22

Nervois 1^{er} choix... 48 à 50

MARCHÉ DE LA VILLETTE

du vendredi 20 novembre

VEAUX. — Aménés, 1132; vendus, 905; poids moyen, 78 kil.; 1^{re} qualité, 1 fr. 70; 2^e q^{te}, 1 fr. 30; 3^e q^{te}, 1 fr. 10; prix extrêmes, 1 fr. 10 à 1 fr. 70.

Vente difficile; pas de gros bétail.

LE GÉRANT DU JOURNAL : G. REISER.

NOTRE NOUVELLE PRIME GRATUITE

LES

Soirées de la Baronne

PAR E. GUYON

Avant-propos de GEORGES OHNET

Un volume grand in-18, couverture illustrée par JAPHET.

Frais d'expédition : 50 c.

Beaucoup de nos lecteurs nous ayant demandé les *Soirées de la Baronne*, dont les multiples éditions se sont épuisées rapidement, nous sommes heureux de leur annoncer que, par suite d'un traité avec l'éditeur Ollendorff, nous pouvons offrir comme prime, et à titre gracieux, ce charmant volume à tous les abonnés qui renouvelleront leur abonnement.

Chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée

Train spécial hebdomadaire de luxe

DE PARIS A NICE

(Trajet en 20 heures)

Départ de Paris le lundi 23 novembre et de Nice le dimanche 29 novembre.

Chaque jour, à 9 h. 25 du matin, le train de Paris à Nice partira de Paris-Saint-Lazare à 10 h. 25 du matin, et de Nice à Paris, le dimanche 29 novembre, à 10 h. 25 du matin.

Le train sera exclusivement composé de lits-salons contenant un cabinet de toilette et water-closet par groupe de trois lits.

Le nombre de places disponibles étant limité, il sera bon de prendre ses billets d'avance, soit à la gare de Paris, soit au bureau de ville, 4, rue Sainte-Anne, et 7, rue Molé.

BANQUE DE FRANCE & SUCCESSIONS

SITUATION HEBDOMADAIRE

AU 12 NOVEMBRE 1885

ACTIF

Argent monnayé et lingots... 2,254,247,338 44

Effets échus à recevoir... 162,168 57

Portefeuille de Paris (com.)... 207,091,191 50

Oblig. du Trésor à court terme... 8,000,000 00

Portefeuille des succursales... 438,915,822 20

Effets sur place... 19,718,100 00

Avances sur lingots monnaies... 2,105,500 00

— sur titres... 145,332,861 00

Avances à l'Etat... 140,000,000 00

Billets de la Banque... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00

Reserves Loi du 17 mai 1834... 10,000,000 00